

524.2/23

Division centrale du trafic voyageurs

252LM35 119

(1942-1943)

Titre II Familles

Anomalies dans les conditions d'application
du tarif.

524-2

Nº 23

S. N. C. F.

DIREZIONE COMMERCIALE

2^o Division

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Families

Anomalies dans les conditions d'application sectoriel
(parcours fidis, itinéraire, changement d'itinéraire).

[illegible]

ANNEXE VII

LISTE DES AEROPORTS OUVERTS
AU TRAFIC AERIEN INTERNATIONAL

- BALE - MULHOUSE
- BEAUVAIS - TILLE
- BESANCON - THISE
- BIARRITZ - BAYONNE - ANGLET
- BORDEAUX - MERIGNAC
- BREST - GUIPAVAS
- CAEN - CARPIQUET
- CALAIS - MARCK
- CANNES - MANDELIEU
- CHAMBERY - AIX-LES-BAINS
- CHERBOURG - MAUPERTUS
- CLERMONT-FERRAND - AULNAT
- DEAUVILLE - SAINT-GATIEN
- DIJON - LONGVIC
- DINARD - PLEURTUIT
- DOLE - TAVAUX
- GRANVILLE
- GRENOBLE - SAINT-GEOIRS
- HAVRE (LE) - OCTEVILLE
- ISSY-LES-MOULINEAUX
- LILLE - LESQUIN
- LYON - BRON
- MARSEILLE - MARIGNANE
- MEAUX - ESBLY
- METZ - FRESCATY
- MONTPELLIER - FREJORGUES
- NANCY - ESSEY
- NANTES - CHATEAU-BOUGON
- NICE - COTE D'AZUR
- NIMES - GARONS
- PARIS - CHARLES-DE-GAULLE
- PARIS - LE-BOURGET
- PARIS - ORLY

.../...

- PAU - PONT-LONG-UZEIN
- PERPIGNAN - LLABANERE
- POITIERS - BIARD
- QUIMPER - PLUGUFFAN
- REIMS - CHAMPAGNE
- RENNES - SAINT-JACQUES
- SAINT-BRIEUC - TREMUSON
- SAINT-ETIENNE - BOUTHEON
- SAINT-NAZAIRE - MONTAIR
- STRASBOURG - ENTZHEIM
- TARBES - OSSUN - LOURDES
- TOULOUSE - BLAGNAC
- TOUQUET (LE) - PARIS-PLAGE
- TOUSSUS-LE-NOBLE
- TOURS - SAINT-SYMPHORIEN
- VICHY - CHARMEIL

art. 45

- VALIDITÉ
- A. — Validité normale :
Trois mois.

B. — Validité exceptionnelle :
Douze mois (voir § IV).

C. — Délai minimal de séjour :
Le voyage de retour ne peut être commencé au plus tôt qu'après un délai de 8 jours compté du jour de départ ce jour compris.

Exemple :

L'aller ayant eu lieu le 1^{er} juillet, le retour ne peut être commencé qu'à partir du 9 juillet.

art. 46

- ÉTABLISSEMENT
DU BILLET
- Il est fait application des dispositions prévues pour les groupes ordinaires (art. 10).

En outre, la mention « Retour non autorisé avant le... (huitième jour après la date de départ) » doit être portée sur le billet dans l'espace blanc réservé à l'indication des gares de jalonnement de l'itinéraire.

La formule de demande doit être transmise à la Subdivision du contrôle des recettes voyageurs, jointe à la comptabilité mensuelle.

art. 47

- MESURES
DE CONTRÔLE
- A. — La gare de départ du trajet de retour doit s'assurer que le délai minimal de séjour à destination a bien été respecté.

B. — Les voyageurs doivent pouvoir justifier de leur identité.

C. — Si, dans le cas de voyageurs manquant au départ, le minimum de voyageurs imposé par le tarif n'est plus respecté, le bénéfice du billet collectif reste maintenu, mais aucune détaxe ne peut être envisagée pour les voyageurs manquants.

§ II. — GRATUITÉ DE TRANSPORT

art. 48

- OBJET
- La gratuité de transport est accordée dans les mêmes conditions que pour les groupes ordinaires (voir chap. 1 — § II).

L'octroi de cette gratuité ne modifie pas le nombre d'accompagnateurs autorisé par le tarif.

Exemple :

Pour une colonie de vacances comprenant 13 jeunes de 10 à moins de 21 ans et 8 enfants de 4 à moins de 10 ans, il peut y avoir au maximum 3 accompagnateurs.

Le billet délivré aux conditions du tarif des colonies de vacances ne peut comporter plus de 24 voyageurs (13 + 3 = 16 adultes et 8 enfants). Ce groupe bénéficiant de la gratuité de transport pour un adulte, la taxe est calculée sur 15 adultes (16 — 1) et 8 enfants.

art. 49

Réservé.

§ III. — VOYAGES INDIVIDUELS EFFECTUÉS
POUR LE COMPTE DE LA COLONIE (1)

art. 50

OBJET

Des personnes effectuant des déplacements individuels pour le compte de la colonie :

- soit avant le voyage d'aller ou après le voyage de retour des enfants,
- soit pendant le séjour des enfants à la colonie,

peuvent utiliser, pour ces déplacements, des fichets spéciaux donnant droit à une réduction de 50 %.

Toutefois, il est admis que les accompagnateurs en surnombre se servent des fichets spéciaux pour accompagner la colonie.

Le nombre de fichets à émettre est égal à deux fois le nombre des adultes transportés gratuitement (voir art. 12); un enfant compte pour un demi adulte et donne donc droit à la délivrance d'un fichet.

art. 51

CARACTÉRISTIQUES
DES FICHETS

- A.** — Les fichets sont désignés par le symbole CC 121 *bis* annexe (voir le modèle en annexe III-c).
- B.** — Chaque fichet donne droit à la délivrance d'un billet à parcours simple au demi-tarif, valable dans une classe quelconque pour un voyage entre les gares extrêmes du parcours indiqué sur le fichet, par un des itinéraires les plus communément utilisés. Ce billet donne droit aux arrêts en cours de route dans les conditions prévues aux tarifs généraux.

Exemple :

Colonie comprenant 16 adultes payants Billet collectif émis pour le parcours entre les gares A - B	UTILISATION possible des 2 fichets	
	1 ^{er} voyage	2 ^e voyage
L'organisateur peut utiliser les 2 fichets pour faire les combinaisons de voyages indiquées ci-contre.	AB	AB
	AB	BA
	BA	BA
	BA	AB

- C.** — Chacun des fichets d'une colonie peut être utilisé par des personnes différentes.
- D.** — Les fichets sont valables 15 mois à partir de la date d'émission du billet collectif.
- E.** — Les fichets ne sont valables que si le bénéficiaire présente une attestation établie par l'organisateur de la colonie et conforme au modèle figurant à l'annexe III-d.
- F.** — En cas d'utilisation des fichets d'une colonie précédente, si le lieu de la colonie est différent, l'organisateur doit s'adresser à la Division commerciale régionale dont dépend la gare de départ. La question est réglée par cas d'espèce.

(1) Ces dispositions ne sont pas appliquées par les bureaux émetteurs situés hors de France. Les gares S.N.C.F. situées à l'étranger appliquent les mêmes dispositions que les autres gares S.N.C.F.

Colonie de vacances

art. 20

**CARACTÉRISTIQUES
DES FICHETS**

*groupes à
caractère
social*

- A.** — Les fichets sont désignés par le symbole CC 121 *ter* annexe (voir modèle annexe III-a).
- B.** — Chaque fichet donne droit à la délivrance d'un billet à parcours simple au demi-tarif, valable dans une classe quelconque pour un voyage entre les gares extrêmes du parcours indiqué sur le fichet par un des itinéraires les plus communément utilisés (voir exemple d'utilisation : art. 50-B).
- C.** — Chacun des fichets d'un groupe peut être utilisé par des personnes différentes.
- D.** — Les fichets sont valables trois mois à partir de la date d'émission du billet collectif.
- E.** — Les fichets ne sont valables que si le bénéficiaire présente une attestation établie par l'organisateur du groupe et conforme au modèle figurant à l'annexe III-2.
- F.** — En cas d'utilisation des fichets d'un groupe précédent, si le lieu du séjour est différent, l'organisateur doit s'adresser à la Division commerciale régionale dont dépend la gare de départ. La question est réglée par cas d'espèce.

art. 21

**ÉMISSION
ET
ÉTABLISSEMENT
DES FICHETS**

Les dispositions reprises à l'article 52 pour l'émission et l'établissement des fichets délivrés aux personnes effectuant des déplacements pour le compte de colonies de vacances, sont applicables aux fichets délivrés en vertu du présent paragraphe. Toutefois, la gare ne peut établir les fichets qu'après remise, par l'organisateur, d'une déclaration précisant le caractère social du voyage et la propriété ou la mise à disposition permanente du lieu de séjour. Cette attestation sera jointe à la formule de demande de billet de groupe.

art. 22

**ÉMISSION
DES BILLETS
INDIVIDUELS
A PARCOURS
SIMPLE AU
DEMI-TARIF**

Sur présentation d'un fichet et d'une attestation (voir annexe III-a-b) toutes les gares S.N.C.F. délivrent des billets au demi-tarif dans les conditions reprises à l'article 50.

De plus, elles :

- complètent la partie du fichet CC 121 *ter* annexe qui les concerne et y apposent leur timbre à date,
- portent sur les billets émis, la mention « fichet groupes à caractère social ».

Les fichets recueillis avec les billets sont adressés au contrôle des recettes voyageurs dans les conditions habituelles.

§ VI. — DISPOSITIONS DIVERSES

art. 23

TRAINS

A. — Trains soumis en permanence ou à certaines périodes d'affluence à des conditions spéciales d'admission.

Lorsque l'accès à ces trains est subordonné au paiement d'un supplément égal à la totalité ou à une partie de la réduction consentie au tarif, ce supplément n'est pas à percevoir :

- des voyageurs fictifs,
- des voyageurs bénéficiant de la gratuité de transport.

B. — Trains rapides désignés.

Les voyageurs bénéficiant de la gratuité de transport sont tenus d'acquitter le supplément exigé pour le parcours effectué dans le train. Par contre, les voyageurs fictifs en sont exonérés.

art. **24****MODIFICATION
DU NOMBRE
DES VOYAGEURS****A. — Augmentation du nombre de voyageurs après l'établissement du billet**

S'il n'est pas possible d'annuler le billet initial et d'établir un nouveau billet collectif correspondant au nombre réel de voyageurs, la gare doit :

- délivrer pour les voyageurs supplémentaires, un billet CC 120.4 sur lequel doivent être mentionnés :
 - dans le cadre « Justification des prix et renseignements », le numéro du billet principal et le numéro des contremarques supplémentaires émises conjointement avec le billet complémentaire ainsi que le motif de la délivrance,
 - à la rubrique « prix perçu », la taxe correspondant à la différence entre le prix total à percevoir pour l'ensemble du groupe et le prix indiqué sur le billet primitif, compte tenu, éventuellement, de la modification du taux de réduction et du nombre de voyageurs transportés gratuitement;
- inscrire sur le billet initial, dans le cadre « Justification des prix et renseignements », le numéro du billet et des contremarques complémentaires ainsi que le motif de la délivrance;
- porter sur la liste nominative les noms des voyageurs supplémentaires.

B. — Diminution du nombre de voyageurs figurant sur le billet collectif

Il est fait application, dans ce cas, des règles prévues au manuel des détaxes.

Billets à demi-tarif. — Un membre de la famille (à l'exclusion des serviteurs) peut obtenir moyennant une consignation de 20 francs, une carte d'identité lui donnant droit à la délivrance de billets à demi-tarif pour le lieu de séjour de la famille.

La carte doit être restituée au plus tard dans les 8 jours qui suivent la rentrée du dernier membre de la famille, faute de quoi la consignation reste acquise au chemin de fer.

Observations essentielles

Cette carte ne peut tenir lieu de billet.

Elle doit être présentée à toute réquisition.

Les billets doivent être pris aux guichets des gares et stations.

Lorsque le titulaire se sert de cette carte après la rentrée du dernier membre du groupe, il lui est perçu pour le parcours effectué et la classe utilisée, le prix d'un billet simple sans qu'il soit tenu compte de la valeur du billet à 1/2 tarif dont il est porteur. En outre, sa carte lui est retirée et la consignation reste acquise au chemin de fer.

Remboursement de la Consignation

Je soussigné, reconnais avoir reçu la somme de VINGT francs déposée par moi, en garantie de restitution de la présente carte.

A _____, le _____ 19__

Timbre à date de la gare qui effectue le remboursement.

Apposer dans ce cadre un timbre-quittance de 0.50

Signature,

C. C. — J. Beleys, Paris — Mod. S. N.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Tarif spécial des Voyageurs en Groupes

Titre II - FAMILLES

CARTE D'IDENTITÉ

Titulaire M

demeurant à

rue

n°

Signature du titulaire,

Photographie

Timbre à date de la gare qui établit la carte

mention supplémentaire dans le numéro

Cette carte délivrée conjointement avec le billet de **Voyageurs en groupes. Titre II. Familles N°** donne droit à la délivrance de billets à demi-tarif sans arrêt en cours de route, soit entre la gare de départ du billet de famille et la gare de destination, ou la gare desservant le lieu ou village où la famille, indiquées ci-dessous, soit dans le sens inverse.

Gare de départ { du billet } _____ Lieux de séjour { _____
 Gare de destination { collectif } _____ de la famille { _____
 Validité _____ du _____ (Indiqués sur la formule de demande).
 au _____

Cases destinées à recevoir le timbre à date de la gare qui délivre le billet à demi-tarif.

A L'ALLER

AU RETOUR

25/03/2014

Le 28 Janvier 1943

524.2
43.01 / N° 45940^F
666

V.R. : 1.220.019

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région SUD-EST

Suite à votre note du 29 décembre, signalant quelques anomalies dans les conditions d'application du tarif des billets de famille.

I.- Les parcours fictifs dont il faut tenir compte éventuellement pour la détermination du supplément de 10 % à percevoir pour les billets individuels doivent-ils être taxés en 3ème classe ?

Réponse affirmative.

Le texte du 2° de l'Avis Général Trafic n°32 ne fait aucune distinction entre les billets collectifs et les billets individuels.

Le supplément afférent aux parcours fictifs concernant des voyages individuels d'aller et retour doit donc être taxé sur ces parcours d'après le barème de la 3ème classe.

A [Une précision pourra être ajoutée, à ce sujet, à l'Instruction du tarif des groupes, lors de l'intégration dans cette instruction des dispositions de l'A.G.T. 32.

II.- Non équivalence éventuelle du supplément de 10 % pour billets individuels suivant que les parcours d'aller et de retour sont taxés isolément ou ensemble.

La répartition éventuelle du parcours fictif entre les trajets d'aller et de retour est impossible, dans le cas de trajets différents ou lorsqu'il s'agit de voyages circulaires.

Par ailleurs, il est normal de calculer le supplément de 10 % afférent au trajet d'aller et retour sur la distance de taxe du billet de famille (parcours réel et parcours fictif).

Dans ces conditions et étant donné qu'à ma connaissance aucune réclamation n'a été présentée à ce sujet, il ne me paraît pas utile de modifier les errements actuels.

....

REMARQUES SUD-EST AU SUJET DE L'APPLICATION DU TARIF DES BILLETS
DE FAMILLE

- I - Dans le cas de voyage comportant un parcours fictif, le supplément à percevoir pour les voyageurs devant utiliser des billets individuels doit-il être calculé d'après le barème de la 3ème classe pour ce parcours fictif?

Le texte de l'Avis Général Trafic n° 32 est formel "la distance fictive doit toujours être taxée d'après le barème de la 3ème classe".

Aucune distinction n'est faite entre le billet collectif et les billets individuels.

L'interprétation S.E. est donc exacte, mais il ne semble pas utile de modifier spécialement à ce sujet le paragraphe C 4° de la page 8 de l' instruction 5.

A l'occasion d'un nouveau tirage, une précision pourra être ajoutée dans le document, en même temps qu'on y incorporera les autres particularités traitées dans l'A.G.T. 32.

- II - Pour éviter que dans le cas de billets individuels destinés à deux personnes différentes effectuant isolément l'un le trajet d'aller, l'autre le trajet de retour, le supplément de 10 % à payer soit inférieur au supplément payé pour le voyage isolé aller et retour d'une même personne, il serait désirable de taxer ce supplément sur le parcours réel alors qu'on le taxe actuellement sur le parcours réel pour les voyages individuels à l'aller ou au retour et sur le parcours taxé (réel et fictif) pour les voyages individuels à l'aller et au retour.

La remarque S.E. est fondée . Il est en effet anormal qu'il n'y ait pas équivalence entre le montant des suppléments à percevoir dans les cas d'une part, de voyages individuels portant sur les trajets d'aller et de retour considérés séparément, d'autre part, de voyages individuels portant sur le trajet total d'aller et retour.

Mais s'il est difficile de calculer le supplément afférent à des trajets simples autrement que d'après la distance réelle car la répartition du parcours fictif entre les deux trajets d'aller et de retour est impossible quand ces trajets sont différents ou encore lorsqu'il s'agit de voyage circulaire, il est par contre tout à fait justifié de taxer le voyage individuel d'aller et de retour sur la distance de taxe du billet de famille.

.....

En tout état de cause, il s'agit de cas théoriques (S.E. nous l'a confirmé) car les billets de famille comportant des parcours fictifs sont peu nombreux et peu de familles auront l'occasion de s'apercevoir de l'anomalie en cause.

Cela étant, nous ne sommes pas d'avis de modifier le statu quo.

III - Divergence entre les textes des pages 8 et 9 de l'instruction en ce qui concerne l'itinéraire des billets à 1/2 tarif délivrés sur présentation de la carte d'identité, le changement d'itinéraire paraissant être à la fois autorisé et interdit.

Les textes incriminés ne semblent pas inconciliables.

En effet, en raison de la durée de validité des billets collectifs (maximum 4 mois et 10 jours), de nombreux changements peuvent intervenir dans les conditions d'exploitation du chemin de fer (modifications des horaires par exemple) entre l'émission du billet de famille et l'utilisation de la carte d'identité.

De ce fait, il est absolument nécessaire d'accorder au voyageur porteur d'une carte d'identité la faculté de modifier l'itinéraire inscrit sur cette carte.

La pratique actuelle doit donc être maintenue. Mais pour supprimer la contradiction paraissant exister entre les deux textes considérés, nous pourrions à la première occasion, libeller comme suit le paragraphe C de la page 8 de l'instruction n° 5.

"Les billets sont établis, en principe, par l'itinéraire ^{inscrit} ~~sur~~ sur la carte d'identité (itinéraire qui correspond à l'itinéraire du billet collectif), soit par un itinéraire plus court."

L'argument supplémentaire S.E. tiré du fait que le texte de la carte d'identité interdit les arrêts en cours de route, ne tient pas, la restriction correspondante ayant été enlevée à notre demande. Les derniers tirages des cartes d'identité ne comportent donc plus la dite restriction.

19 07

SOCIÉTÉ NATIONALE

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

Cv

AVIS GENERAL TRAFIC

Sous-Série Voyageurs N° 32

Paris, le 20 septembre 1942

Col.

Nm.
52

TARIF SPÉCIAL DES VOYAGEURS EN GROUPES

Le présent Avis Général Trafic complète l'Instruction (ancienne série commerciale) n° 5 du 1^{er} juin 1938 relative à l'application du tarif spécial des voyageurs en groupes, sur les points où des modifications sont intervenues depuis la publication de la dite instruction.

I. FAMILLES (Titre II du Tarif)

1° Pièces justificatives.

Lorsque la demande de billet de famille comprend des serviteurs de nationalité étrangère, la justification de l'assujettissement aux assurances sociales n'est pas exigée ; mais la carte de travail des intéressés doit être présentée. Si les serviteurs sont « au pair » la demande doit être refusée.

2° Calcul du prix.

Lorsque pour tenir compte du minimum de distance de 300 kms prévu au tarif ou de la règle relative à la longueur maximum des solutions de continuité, le prix du billet doit porter sur une distance fictive, celle-ci doit toujours être taxée d'après le barème de la 3^e classe.

3° Délivrance des billets. - Contremarques.

Dans le cas de famille voyageant dans des classes de voitures différentes, le nombre de contremarques à délivrer est égal à celui des personnes devant voyager avec le billet collectif, moins une.

II. COLONIES de VACANCES — PROMENADES d'ENFANTS (Titre III du Tarif)

4° Calcul du prix.

Les frais de gare et de contrôle dont il doit être tenu compte pour la détermination du prix des billets sont perçus pour le nombre de personnes inscrit sur le billet avec minimum de 10.

Exemples :

GROUPE COMPOSÉ DE		PRIX À PERCEVOIR	
Voyageurs adultes	enfants de 4 à 10 ans	Nombre de billets à prix réduit.	Frais de gare et de contrôle pour
12	—	12	12 voyageurs
8	—	10	10 —
6	10	11	10 —
7	2	10	10 —
—	18	10	18 —

5° Délivrance des billets. - Contremarques.

Il doit être délivré des contremarques à tous les groupes voyageant aux conditions du titre III. Le nombre des contremarques à délivrer est égal à celui des voyageurs, moins un.

En conséquence, le 2^e alinéa de la page 13 de l'Instruction n° 5 « Lorsque les membres contremarques individuelles » doit être supprimé.

III. EMIGRANTS EMPRUNTANT EN TRANSIT LE TERRITOIRE FRANÇAIS (Ancien Titre V du Tarif)

Ce régime tarifaire étant supprimé, les gares bifferont les pages 19 et 20 de l'Instruction et y porteront la mention « *supprimé* ».

NOTA IMPORTANT

a) Sur l'Instruction n° 5 les gares porteront la mention « *Voir Avis Général Trafic n° 32 — 1942* » en regard des articles désignés ci-après :

— Demande — Pièces justificatives.		page 7
— Calcul du prix.	}	page 8
— Délivrance des billets — Contremarques.		
— Calcul du prix.		page 11
— Délivrance des billets — Contremarques.		page 12

b) Il est rappelé à toutes fins utiles que les modifications suivantes ont été apportées aux titres I et III de l'Instruction n° 5 du 1^{er} juin 1938.

- Pages 1, 2, 7, 8, 12, 13 et 15 originales remplacées par des pages rectificatives.
- Page 5 — Paragraphe « *Octroi de billets gratuits aux accompagnateurs de groupes* ». Biffer le passage concernant le Touring Club de France et le Club Alpin Français « *Toutefois* ».
- Page 7 (rectificative) — Paragraphe « *Itinéraire et calcul de la distance* ». Biffer l'indication du renvoi (1) à la première ligne du 4^e alinéa.
- Page 11 — 2^e alinéa.

Il faut : « pour les parcours simples d'au moins 400 kms :

- soit la totalité des frais de transport.
- soit 33 % des dépenses totales de séjour et de transport, étant entendu que dans l'un et l'autre cas, la somme demandée aux familles pour les frais de séjour des enfants ne dépassera pas 20 frs par jour ».

— Page 15 (rectificative) — Premier alinéa — 2^e ligne du 2^e tableau.

Il faut : « *aux conditions du chapitre 1 du Titre III du tarif* ».

Les Avis Généraux Trafic n° 31 — III § A (1939) 33 § 1 (1941) sont annulés.

DIR
Le Directeur du Service Commercial,

BOYAUX.

SOCIÉTÉ NATIONALE

DES

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-EST

EXPLOITATION

Notre référence :

(à rappeler dans votre réponse)
Division Commerciale
2ème Section

Voyageurs

N° 1.220.019

Téléphone : { DID. 85-10 } 23 lignes
- 86-10
- 99-80Paris, le 29 DEC 1942 19
20, Boulevard Diderot (12°)

S.N.C.F.	
SERVICE COMMERCIAL	
45940	30 DEC 1942
C	

Monsieur le Directeur du Service Commercial

2ème Division

L'Avis Général Trafic - Sous-série Voyageurs n° 32 que vous avez fait publier récemment pour compléter l'Instruction (ancienne série commerciale) n° 5 du 1er Juin 1938, relative à l'application du tarif spécial des voyageurs en groupes, stipule sous 2° - Calcul du prix du I - Familles (Titre II du tarif :

" Lorsque pour tenir compte du minimum de distance de 300 Km. prévu au tarif ou de la règle relative à la longueur maximum des solutions de continuité, le prix du billet doit porter sur une distance fictive, celle-ci doit toujours être taxée d'après le barème de la 3ème classe " .

Je suppose que, par voie de conséquence, ce principe doit valoir également pour le calcul, dans les mêmes cas, du supplément de 10 % à percevoir pour toute personne, en sus des trois devant voyager obligatoirement avec le billet collectif, qui désire effectuer individuellement les trajets aller et retour .

Le supplément en cause devrait donc correspondre à 10 % du prix d'un billet à plein tarif (ou à 1/2 tarif s'il s'agit d'un enfant de 4 à 10 ans) taxé aux prix de la classe à occuper sur le parcours réel (aller et retour) à effectuer et de la 3ème classe sur le parcours fictif à comprendre dans la distance totale de taxation du billet collectif . Cette formule devrait être substituée au texte du 1° - Voyage individuel à l'aller et au retour du C - Billets individuels - de la page 8 de l'Instruction n° 5 précitée .

Mais si l'on vient à considérer le 2° - Voyage individuel à l'aller ou au retour, nous voyons que pour la ou les personnes ne désirant effectuer individuellement qu'un seul des trajets aller ou retour, le supplément de 10 % ne doit porter que sur le parcours réel à effectuer .

Ainsi donc, dans le cas d'un billet de famille pour lequel intervient un parcours fictif, pour deux personnes voyageant individuellement l'une à l'aller et l'autre au retour, le supplément global à percevoir est inférieur à celui qui doit être encaissé si une même personne effectue individuellement les deux trajets aller et retour .

*Il a voulu
dire parcoure rien et
nous lui avons fait
comprendre*

Il y a là, semble-t-il, une anomalie que l'on pourrait faire disparaître en précisant que le supplément de 10 % à percevoir pour tout voyage individuel (à l'aller et au retour ou seulement à l'aller ou au retour) serait à calculer sur le prix d'un billet simple à place entière, ou à 1/2 tarif (enfant de 4 à 10 ans) de la classe à occuper, afférent au parcours taxé, formule plus simple, dont l'adoption n'aurait que peu d'influence sur l'ensemble des recettes de ce trafic.

Par ailleurs, je remarque sous D - Changement d'itinéraire de la page 9 de la même Instruction, que le supplément à réclamer dans le cas d'emprunt d'un itinéraire allongé non autorisé au prix d'une distance plus courte, est égal au prix d'un billet simple à 1/2 tarif sur le parcours supplémentaire à effectuer, s'il s'agit du porteur de la carte d'identité.

Cette façon d'opérer peut prêter à l'équivoque. En effet, le texte du C - de la page 8 prévoit que les billets à 1/2 tarif délivrés au porteur de la carte d'identité sont établis :

- soit par l'itinéraire inscrit sur la carte d'identité (itinéraire qui correspond à l'itinéraire du billet collectif) :

- soit par un itinéraire plus court :

et ce texte semble bien être limitatif, tout en répondant pleinement à l'esprit même du tarif.

En outre, le modèle de carte d'identité dispose que le titulaire ne bénéficie pas de la faculté d'arrêt, sans que d'ailleurs cette particularité soit édictée par le tarif ou l'Instruction.

Dans ces conditions, le texte sous D visé plus haut paraît devoir être modifié, puisqu'il permet au titulaire de la carte de bénéficier du demi-tarif pour se rendre à des points plus ou moins éloignés du trajet figurant sur le billet de famille ou du trajet direct, alors que la faculté d'arrêt qui seule justifie, dans la majeure partie des cas, l'emprunt d'un itinéraire autre qu'un itinéraire plus court que celui du billet de famille, est refusée au porteur de la carte d'identité.

Je vous serais obligé de vouloir bien donner à ces observations la suite que vous croirez utile.

P. L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale
l'Ingénieur Principal

[Signature]

*Le 12/8/41 nous avons F
demandé aux services
de supprimer sur les cartes d'identité
la mention " nous avons eu cours de route"
qui ne résulte d'aucun texte
(sauf une instruction)
L'empêchement de billets n'a permis
que la suppression de la mention
d'un billet simple
12/8/41
à la suite de
la suppression de la mention*